



HAL
open science

Pauvreté, inégalités et développement : entretien avec François Bourguignon

Florent Bresson, Francois Bourguignon

► To cite this version:

Florent Bresson, Francois Bourguignon. Pauvreté, inégalités et développement : entretien avec François Bourguignon. *Revue d'Economie du Développement*, 2024, 35 (3), pp.9-22. hal-04154652

HAL Id: hal-04154652

<https://cnrs.hal.science/hal-04154652v1>

Submitted on 15 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pauvreté, inégalités et développement : entretien avec François Bourguignon*

Florent Bresson

**

Résumé

Nous apprenions fin 2022 le décès de Martin Ravallion qui aura marqué de son empreinte l'analyse de la pauvreté dans le monde durant plus de trois décennies. Un hommage, sous forme de table ronde, lui a été rendu durant l'ICDE 2023. François Bourguignon, organisateur de la table ronde, revient avec nous sur la carrière de celui qu'il a nommé comme directeur de la recherche de la Banque mondiale lorsqu'il était lui-même vice-président et économiste en chef de l'institution. L'occasion aussi de parler des évolutions de la discipline et des perspectives futures en matière de pauvreté dans le monde¹.

Mots-clés : Banque mondiale, évaluation, inégalités, Martin Ravallion, pauvreté.
Codes JEL : I32, O15.

Florent Bresson : D'après le dernier classement proposé par le site IDEAS des meilleurs économistes du développement², Martin Ravallion figurait en première position. Même s'il faut rester prudent sur ces classements et leur intérêt, ce n'est tout de même pas anodin.

François Bourguignon : Oui, même quand on prend le classement toutes spécialités confondues, Martin était classé dans les cent premiers, ce qui est très remarquable.

Martin était en fait un champion des citations. Il avait pour cela une stratégie parfaitement réfléchie et très efficace. Sa philosophie était : « Une idée, et même dans certains cas une petite idée, égale un article ». Donc, plusieurs idées signifiaient plusieurs articles,... et il avait beaucoup d'idées. En plus, il produisait

¹ L'entretien a été réalisé le 8 novembre 2023.

² <https://ideas.repec.org/top/top.dev.html#authors>. La version consultée du classement est celle d'octobre 2023.

*PSE- Ecole d'économie de Paris.

** Université Clermont Auvergne, CNRS, IRD, CERDI.

des articles très rapidement.

Fl. B. : Pourtant, on peut relever le décalage important qu'il y a entre cette popularité et les orientations actuelles de la discipline, très portée sur l'analyse microéconomique, et plus particulièrement sur l'étude d'impact.

Fr. B. Vis-à-vis de la domination de l'évaluation microéconomique d'impact, et plus particulièrement de l'expérimentation sur échantillons aléatoires (*Randomized Control Trials*), dans la littérature actuelle, le score de publication de Martin peut en effet paraître bizarre. Il a produit abondamment au cours des vingt-cinq dernières années, mais principalement en dehors de ce champ disciplinaire. Personnellement, je pensais que cette domination n'aurait qu'un temps, que ce ne serait qu'une vague, et que ce champ en reviendrait à un certain moment à occuper une place plus raisonnable au sein de la discipline. Mais ce n'est pas le cas et cela me semble poser un problème.

Ce qui est intéressant, pour en revenir à Martin, c'est qu'il a sans doute été parmi les premiers, et je l'ai été aussi lorsque j'avais des fonctions de gestion à la Banque mondiale, à souligner le besoin d'effectuer une évaluation rigoureuse des programmes et projets de développement, notamment au sein de la Banque mondiale. C'était en effet sidérant de voir une institution gérant un nombre aussi considérable de projets dans des contextes aussi variés, qui pouvait donc accumuler une expérience colossale dans toutes sortes de domaines, mais n'exploitait pas, ou peu, ce cumul d'expériences. En dehors d'un compte-rendu purement procédural, il n'y avait pas de document cherchant à évaluer l'impact économique d'un projet donné dans un endroit donné. Martin a été parmi les premiers à s'en inquiéter. S'il y avait la possibilité de faire un RCT pour évaluer cet impact, et s'il jugeait qu'il fallait le faire, il le recommandait et il en a lui-même effectué. Néanmoins, quand le système s'est généralisé et que 70% de la profession ne faisait plus que des RCTs, il a exprimé certains doutes sur l'efficacité de cet engouement, qui ne lui semblait pas répondre à la demande effective d'évaluation du fait de toute une série de problèmes. C'était notamment le cas des projets en cours, auxquels il n'était pas possible d'appliquer le protocole RCT, mais pour lesquels il fallait néanmoins réaliser une évaluation.

De fait, Martin est devenu assez hostile à cette domination des RCTs. Dans un livre collectif publié il y a trois ans, dirigé par François Roubaud [avec Isabelle Guérin et Florent Bédécarrats], il précisait les limites qu'il voyait à l'approche³.

Il a procédé lui-même à des évaluations très importantes, sans faire appel à la

³ Ravallion (2020b).

randomisation expérimentale, mais en exploitant de façon intelligente et structurée les données existantes. Je pense notamment à l'évaluation du programme de *workfare* NREGA en Inde sur lequel il a beaucoup écrit. L'une des premières évaluations qu'il a réalisées, si je me souviens bien, concernait un programme en Argentine après la crise de 2001. C'était un grand programme de soutien aux familles [*Programa Jefes et Jefas de Hogar Desocupados*]. Pour chacune de ces évaluations, il s'agissait de trouver les données statistiques et les instruments économétriques qui permettaient dans le cas précis de dire quelque chose de précis sur l'impact de ces programmes. Mais il n'était plus temps de tirer au hasard des unités de traitement et de contrôle, puisque le programme avait été lancé. L'expérimentation n'était plus à l'ordre du jour. Je ne sais pas si vous connaissez cet article un peu étrange dans lequel il essaie d'expliquer ce qu'est l'évaluation et qui s'intitulait « Le mystère des *vanishing benefits* »⁴. Il y propose une enquête policière conduite par Miss Speedy Analyst qui se renseigne auprès d'experts de l'évaluation et interroge successivement M. Unbiased Statistica, Ms. Tangential Economist, et le professeur Chisquare. Cet article montre l'intérêt qu'il portait à ces questions d'évaluation et le recul qu'il avait déjà, il y a vingt ans, vis-à-vis des méthodologies disponibles.

Fl. B. : Il semblait beaucoup s'inquiéter sur la manière dont cela pouvait biaiser les politiques mises en œuvre, dans la mesure où cette mainmise des RCTs pouvait finir par faire renoncer à la réalisation de projets où la randomisation n'est pas possible, comme des programmes d'infrastructure routière.

Fr. B. : Cela ne signifie pas qu'il ne faut pas essayer d'évaluer un programme routier. Dominique van de Walle, l'épouse de Martin, a par exemple étudié un programme de réhabilitation de routes rurales au Vietnam⁵ en observant les communautés concernées avant et après la construction des routes. On sait bien que, statistiquement, ces observations ne permettent pas de tester la causalité, puisque des tas de choses se sont produites en même temps que les routes étaient construites. Mais l'observation de communautés de contrôle, même en nombre réduit, permet d'atténuer un peu ce problème. Sans être parfaitement rigoureuse, et sans vraiment de pouvoir statistique, l'évaluation avant/après est cependant riche d'enseignement. Je pense personnellement que ce type d'approche convient mieux à l'évaluation des projets et programmes, ex post, que les RCTs plus adaptés à l'expérimentation, et qui, par ailleurs, coûtent très cher.

Fl. B. : Quelles contributions faut-il essentiellement retenir des travaux de

⁴ Ravallion (2001a).

⁵ Van de Walle et Mu (2007).

Martin ?

Fr. B. : Lorsque l'on prend un peu de recul et que l'on essaie d'apprécier sa contribution à la discipline, au développement économique et à la théorie de la pauvreté et des inégalités, je dirais que sa contribution est essentiellement empirique et pratique. Martin n'était pas un théoricien, mais il comprenait très bien la théorie et la mettait en œuvre. C'était avant tout un économiste appliqué.

Il a néanmoins introduit quelques concepts importants qui ont marqué la littérature et sont restés. Il y a notamment le concept de « croissance pro-pauvre » auquel il a fortement contribué, notamment dans ses échanges avec Nanak Kakwani et d'autres. C'est un concept important et qui a fait date. Il y a par exemple, un article récent de Debraj Ray et Garance Genicot⁶ sur la mesure de la mobilité ascendante dans lequel le point départ est de considérer qu'une croissance de revenu de $x\%$ est socialement plus désirable si elle a lieu chez les plus pauvres que chez les plus riches, ce qui est une façon de définir la croissance pro-pauvre. La définition de Martin était cependant plus simple, la croissance étant pro-pauvre quand les pauvres voient leur niveau de vie croître. Plus élaborée est la *growth incidence curve* que Martin introduisit dans le même papier⁷. Cet outil montre le taux de croissance des revenus ou niveaux de vie individuels en fonction du rang des individus dans la hiérarchie des revenus ou niveaux de vie. Il s'agit d'un instrument formidablement utile qui est à l'heure actuelle utilisé par tous les analystes s'intéressant à la dynamique de la pauvreté et l'inégalité.

Voilà pour les contributions conceptuelles. Du point de vue empirique, il est difficile de ne pas mettre au premier plan l'extraordinaire travail qu'il a accompli pour la mesure de la pauvreté dans le monde. C'est quelque chose qu'il a réalisé pratiquement tout seul, même si Shaohua Chen est venue plus tard lui donner un coup de main très salubre – elle-même a continué seule pendant un certain temps après que Martin eut quitté la Banque mondiale. Le programme continue maintenant sans eux, mais leur contribution aura été considérable. D'une certaine façon, on peut même dire que les grands programmes comme les Objectifs du Millénaire pour le Développement ou les Objectifs de Développement Durable n'auraient pas été aussi volontaristes s'ils ne s'étaient pas articulés autour de cette mesure de la pauvreté mondiale que Martin était arrivé à instituer comme une sorte de norme dans la communauté internationale du développement.

Évidemment, cette mesure a suscité, et continue de susciter, beaucoup de débats. Est-ce que cette limite mondiale de pauvreté, qui est passée de 1 dollar à

⁶ Ray et Genicot (2023).

⁷ Ravallion et Chen (2003).

l'époque à 2,15 dollars aujourd'hui, n'est pas trop basse? A quel niveau la fixer et comment la réviser au cours du temps compte tenu de l'inflation? Le rapport de la commission Atkinson⁸, censée analyser ces questions, proposait certaines extensions de l'approche initiale. Mais on ne peut nier que l'initiative de Martin a joué un rôle primordial dans l'évaluation des stratégies anti-pauvreté lancées au niveau national et international au tournant du millénaire. Il s'agit d'une contribution absolument majeure au « bien commun », même si elle n'est pas nécessairement recon- nue comme une avancée majeure de la recherche économique.

Fl. B. : Je voulais justement revenir sur la commission Atkinson à laquelle vous avez participé. Vu l'importance des travaux de Martin sur l'évaluation de la pauvreté globale, cette commission pouvait être vue comme un audit de ses travaux, de sa méthode et de ses positions. Mais dans les conclusions du rapport, on a à la fois des recommandations reprenant quelques-uns de ses points de vue, je pense notamment à l'idée d'utiliser ce qui maintenant est devenu la ligne de pauvreté sociétale mais qu'il appelait à l'époque la ligne de pauvreté faiblement relative⁹.

Fr. B. : Là c'était surtout du Atkinson et Bourguignon¹⁰ !

Fl. B. : Tout à fait. Il y avait aussi l'idée de l'approche du tableau de bord pour compléter l'approche monétaire avec des indicateurs d'autres aspects du bien-être plutôt qu'un indice multidimensionnel, même si en même temps le rap- port suggérait que c'était un aspect à étudier.

Fr. B. : Martin n'était pas dans la commission, mais il y avait néanmoins des gens qui faisaient partie de son équipe. Il est vrai que le rapport Atkinson va sur certains points à l'encontre de ce qu'a pu produire Martin. En ce qui le concerne, il regardait les mesures multidimensionnelles, notamment celles proposées par Alkire et Foster¹¹, avec une certaine distance¹². Est-ce que cette approche offre une réelle plus-value ? Du point de vue conceptuel, je n'en suis pas convaincu. Dans la mesure de Alkire et Foster, on compte le nombre de privations maté- rielles et on interprète ce nombre comme un score de pauvreté individuel que l'on agrège ensuite sur l'ensemble de la population. De fait, on transforme une notion monétaire de la pauvreté – quel montant monétaire fait défaut pour dépasser le seuil de pauvreté – en une échelle discrète – combien de privations –, que l'on va utiliser pour identifier les pauvres et mesurer l'intensité de la pauvreté. Concep- tuellement, la distinction n'est pas majeure. On peut aussi discuter les différents

⁸ World Bank (2017).

⁹ Chen et Ravallion (2011).

¹⁰ Bourguignon et Atkinson (2000).

¹¹ Alkire et Foster (2011).

¹² Ravallion (2011).

types de privations retenus et l'addition implicite de ces privations non directement comparables entre elles avec des poids arbitraires. Il me semble qu'il y a un mouvement dans la communauté du développement contre une sorte de monétarisme, un économicisme exagéré, et qu'il y a une demande pour remettre de l'humain dans l'évaluation de la pauvreté. Il importe donc de compléter les mesures monétaires de la pauvreté par d'autres indicateurs, sans nécessairement les combiner en un seul indicateur.

Comme Martin, je suis favorable à cette approche « tableau de bord », autrement dit adopter plusieurs visions parallèles de la pauvreté. Examiner divers types de privations, c'est intéressant, mais les additionner en utilisant des normalisations et des poids arbitraires me paraît simpliste et, en fait, peu informatif. Malgré l'admiration que j'ai pour Amartya Sen, l'Indice de Développement Humain qu'il a développé et qui est basé sur ce type d'agrégation est tout de même très critiquable. Quel sens donner à l'addition de l'éducation, la santé et le revenu moyen d'un pays ? Je préfère voir ces trois indicateurs côte à côte. Si les trois montrent une progression, tant mieux. S'il y en a un qui ne progresse pas, c'est un problème. Maintenant, dans le cas où un pays progresse sur l'éducation, mais régresse sur le revenu et la santé, je ne crois pas que l'on ait les éléments qui nous permettent de dire si, « au total », la situation du pays s'est améliorée ou non. Il n'est même pas sûr que ce type d'affirmation, en cas d'évolution asymétrique des indicateurs, ait un sens. C'était très exactement la position de Martin à propos de ces indices composites.

Martin était quelqu'un qui avait des idées bien arrêtées et n'avait pas peur de les exprimer. Cela étant, ce débat sur la mesure de la pauvreté et le besoin de prendre en compte des dimensions autres que des dimensions monétaires est délicat et reste ouvert, à mon avis.

Fl. B. : Depuis 2018, la Banque mondiale publie dans ses *Poverty and Shared Prosperity Reports* une mesure de pauvreté multidimensionnelle. C'est une incidence de pauvreté incluant les pauvres monétaires et auxquels s'ajoutent des individus avec des privations dans des dimensions éducation et accès aux services de base, ce qui produit des incidences nécessairement plus élevées que l'incidence monétaire. Martin Ravallion voyait-il cela comme un moindre mal ou comme une abomination ?

Fr. B. : Je crois qu'il voyait cela comme un moindre mal effectivement. Mais à nouveau, cela reste problématique dans la mesure où l'on considère tout de même un mélange arbitraire. Je pense que fondamentalement Martin était en faveur de prendre en compte d'autres dimensions, mais pas nécessairement de les

mélanger. Mais il faut tenir compte de la sociologie des organisations internationales et l'attraction des indicateurs uniques auprès des bureaucrates et politiciens.

Fl. B. : Martin Ravallion a été influencé par vos travaux. On a cité, il y a quelques minutes, le principe d'une ligne de pauvreté qui augmenterait avec le revenu moyen mais sans descendre au-dessus d'un certain seuil. Quelles étaient vos relations d'un point de vue purement scientifique ?

Fr. B. : Nos relations ont été des rapports d'égal à égal. Nous avons beaucoup échangé sur toute une série de sujets. De temps en temps, nous avons d'ailleurs fait des choses très similaires chacun de notre côté. Je pense en particulier à la question de l'estimation de l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance et par rapport aux inégalités.¹³

Fl. B. : C'était donc essentiellement de l'échange, du débat ?

Fr. B. : Oui, nous n'avons d'ailleurs jamais imaginé faire des choses ensemble. J'ai reçu je ne sais combien d'ébauches d'articles de Martin qui me demandait mon avis. Nous partagions le même intérêt pour la mesure empirique de la pauvreté et de l'inégalité. Quand j'étais à la Banque mondiale, je pouvais soutenir ses programmes de recherche. Étant donné la position que j'occupais, il était important qu'on soit sur la même longueur d'onde. D'autant plus que c'est moi qui, deux ans avant de quitter la Banque, l'avais nommé directeur du département de la recherche. Il fallait donc qu'on soit d'accord sur les grandes orientations du département. Du point de vue intellectuel, cela a toujours été un énorme plaisir de se voir, de parler, et d'échanger avec Martin. Nous étions très attentifs aux commentaires que nous portions mutuellement sur nos travaux.

Fl. B. : Dans les productions récentes de Martin, il y en avait toujours sur l'Objectif de développement durable numéro 1, à savoir l'élimination de l'extrême pauvreté. Dans un document de travail de 2020¹⁴, il concluait, malgré les dégâts faits par l'épidémie de Covid-19, à la faisabilité à faire passer d'ici 2030 le niveau d'extrême pauvreté à moins de 3% de la population mondiale. Il se montrait, en revanche, beaucoup plus pessimiste sur la possibilité d'éliminer cette extrême pauvreté d'ici la fin du XX^e siècle. Est-ce que vous savez si les événements qui ont suivi l'ont amené à devenir un petit peu plus pessimiste aussi sur l'objectif de passer à moins de 3% au final ?

Fr. B. : Il est difficile répondre, pour plusieurs raisons, notamment parce que le Covid et ensuite la maladie ont limité nos échanges. La vision qu'il avait de cette question était essentiellement statistique, à savoir qu'il est de plus en plus

¹³ Ravallion (2001b), Bourguignon (2003).

¹⁴ Ravallion (2020a).

difficile de diminuer la pauvreté au fur et à mesure qu'elle se réduit, parce que l'on s'attaque à la queue gauche de la distribution et donc à des situations de plus en plus « anormales », où les individus sont de plus en plus éloignés de la limite de pauvreté. Les densités sont beaucoup plus faibles que ce qu'elles peuvent être lorsque l'on se situe à proximité de la médiane. A cause de cela, on peut s'attendre à ce que la vitesse de diminution de la pauvreté ralentisse considérablement. Une élimination complète peut donc prendre beaucoup de temps. Maintenant, quel est l'effet purement statistique et qu'est-ce qui relève de l'effet des politiques adéquates de lutte contre l'extrême pauvreté ? Je ne suis pas certain que l'argument purement statistique soit aussi déterminant que cela.

Fl. B. : On peut imaginer que, dès lors que la part de la population en situation d'extrême pauvreté devient très faible, la réduction de la pauvreté tende à reculer dans l'agenda politique.

Fr. B. : On peut aussi imaginer que dans un certain nombre de pays, on se mette effectivement à lutter contre la pauvreté de façon plus efficace. Durant l'épidémie de Covid, les Brésiliens ont augmenté les transferts effectués au titre de leur programme *Bolsa Familia* et il en a résulté en 2020 une diminution prodigieuse de la pauvreté, tout comme des inégalités¹⁵. Lorsque le revenu moyen augmente, financer des transferts de ce type coûte relativement de moins en moins cher. Par ailleurs, il est de plus en plus facile de réaliser de tels transferts vu les instruments numériques à notre disposition, à partir du moment où les gens ont un numéro de sécurité sociale et un téléphone portable. On peut tout à fait imaginer que, même dans des pays à bas revenus, d'ici une dizaine ou une vingtaine d'années, de tels transferts soient effectués et que l'extrême pauvreté résiduelle puisse disparaître.

Pour autant, le problème de la pauvreté n'aura pas été réglé. Je suis persuadé que la pauvreté est un concept relatif. Si l'économie mondiale continue de croître comme cela a été le cas depuis plusieurs décennies, on sera nécessairement appelé à réviser notre définition du seuil de pauvreté et passer de 2,15 dollars par jour actuellement à beaucoup plus. C'est déjà le cas aujourd'hui, le seuil de 2,15 dollars par jour étant considéré comme définissant l'« extrême pauvreté ».

Une bonne idée est de considérer plusieurs lignes de pauvreté ; c'est là un point sur lequel Martin et moi avons un avis sensiblement différent. De par mes travaux, seul ou avec Tony Atkinson, j'ai toujours été porté sur l'approche de la mesure de la pauvreté en termes de « dominance ». Le nombre de gens en dessous d'une ligne arbitraire de pauvreté n'est pas très informatif, puisqu'il ne dit rien

¹⁵ D'après la plateforme PIP de la Banque Mondiale, l'incidence d'extrême pauvreté passe de 5,39% à 1,95% de 2019 à 2020. Le coefficient de Gini chute alors de 53,5 à 48,9.

de la distance à cette limite. Il est beaucoup plus intéressant de considérer simultanément plusieurs lignes de pauvreté, et de conclure à la diminution non ambiguë de la pauvreté si le nombre de pauvres décroît pour chacune d'entre elles. Martin privilégiait l'utilisation de mesures uniques, ce que je comprends très bien étant donné sa position à l'intérieur de la Banque mondiale. Je l'ai dit, les bureaucraties sont plus à l'aise avec des indices uniques qu'avec des critères de dominance. D'un autre côté, il était assez persuadé que la notion de dominance était importante, puisque la possibilité de faire varier la ligne de pauvreté a été mise en avant dès les premières versions de PovcalNet, le logiciel qu'il avait créé pour interroger les bases de données sur la pauvreté mondiale que son équipe avait constituées. Je me souviens que c'était d'ailleurs le résultat d'une discussion qu'on avait eu ensemble. Il importait de permettre aux utilisateurs d'évaluer l'évolution de la pauvreté selon une gamme de seuils de pauvreté plutôt qu'un seuil unique.

Fl. B. : C'est une caractéristique que l'on retrouve sur PIP, la plateforme qui a remplacé PovcalNet.

En parlant des choses sur lesquelles vous n'étiez pas totalement d'accord, y avait-il des points sur lesquels vous aviez des vrais désaccords ?

Fr. B. : Nous n'avons jamais eu de grands désaccords. Sur un certain nombre d'articles, on a eu des points de vue divergents, mais je crois qu'on était assez fondamentalement d'accord. De temps en temps, j'ai émis des réserves sur les méthodes qu'il utilisait et j'ai parfois jugé la contribution proposée dans un article particulier d'importance secondaire et je le lui ai dit.

Je me souviens en particulier d'un article dans lequel il essayait de trouver quel était le « vrai » seuil de pauvreté. On avait pas mal argumenté car je pensais que sa démarche était très fragile. Il avait proposé une procédure pour estimer, dans une distribution donnée, un seuil de revenu en dessous duquel il n'y aurait théoriquement personne, puisque ne permettant pas la survie, une fois prises en compte les erreurs de mesure, les fluctuations de revenu, et cetera. Il tentait de purger les données de ces erreurs pour faire apparaître ce « vrai » minimum. La procédure proposée me semblait assez artificielle. Je ne me souviens plus s'il a publié cet article ou non.

Fl. B. : C'est l'article dans lequel il introduisait le concept de *consumption floor*¹⁶. Il proposait d'utiliser le système de pondération interne de la profondeur de la pauvreté ou de la sévérité de la pauvreté pour calculer la probabilité qu'une personne soit la plus pauvre dans la distribution observée. C'est un concept qui

¹⁶ Ravallion (2016a).

est repris de plus en plus et qu'il mobilisait pour montrer justement que ce minimum de consommation, autrement dit la situation des ultra-pauvres, avait très peu progressé.

Fr. B. : Je n'ai plus les détails en tête, mais je n'étais pas du tout d'accord avec la façon dont il avait traité ce problème. Voilà, c'est le seul type de « désaccords » auquel je peux penser. Nous avons eu davantage de divergences sur des questions plus bureaucratiques à l'intérieur de la Banque mondiale, en particulier sur la gestion du département de la recherche. Quand a été publié le Rapport sur le développement dans le monde de la Banque qui traitait de l'équité¹⁷, rapport rédigé principalement par Francisco Ferreira et Michael Walton, Martin et moi, qui pilotions cette réflexion, avons été effectivement à plusieurs reprises un peu en désaccord. Nous avons des visions ou des approches qui étaient un peu différentes, dans la mesure où Martin avait tendance à regarder les problèmes exclusivement en termes de pauvreté, alors que j'avais tendance à les regarder en termes d'inégalités. Quand je suis arrivé à la Banque mondiale, j'ai essayé d'imposer l'idée que l'étude des inégalités ne se limite pas à étudier les pauvres, il faut aussi prendre en compte les niveaux de revenus moyens et les hauts revenus. C'était d'ailleurs le sens de produire un rapport annuel sur le développement dans le monde consacré à l'équité, mais Martin était moins convaincu que moi de l'intérêt de cette démarche.

Fl. B. : D'ailleurs, cette volonté de considérer les inégalités, les distributions relatives, sans doute aidée par la crise financière de 2007 qui a remis les inégalités au centre des débats, a conduit à ces fameux *Twin Goals*. Comment Martin Ravallion avait-il appréhendé cette évolution doctrinale ? Avait-il décidé de continuer à ne s'intéresser qu'au premier objectif ? Est-ce qu'il souscrivait au concept ?

Fr. B. : Ces *Twin Goals* ont ajouté à la mesure de la pauvreté monétaire extrême une mesure de « prospérité partagée », définie comme la part des 40% les plus pauvres dans le revenu total des ménages, une mesure qui laisse néanmoins de côté les plus riches, et même la classe moyenne. La réaction de Martin a été de dire que si l'on voulait prendre en compte l'inégalité, il fallait aller jusqu'au bout. Mais cette idée de ne plus regarder la pauvreté en tant que telle, mais aussi comment évolue en termes relatifs la partie basse de la distribution, était assez bizarre. Martin jugeait que cela revenait à considérer que la pauvreté correspond à la situation des 40% les plus pauvres dans n'importe quel pays. C'était une vision totalement différente de la notion de pauvreté considérée

¹⁷ World Bank (2006).

jusque-là.

Du point de vue de la Banque mondiale, qui est avant tout une agence de développement qui doit répartir une certaine somme entre différents pays pour réduire la pauvreté mondiale, il est évident que le bon critère au niveau des pays est celui de la pauvreté plutôt que la prospérité. D'ailleurs, on peut trouver curieux que, dans la règle de partage de la Banque mondiale, la *performance-based allocation*, la pauvreté ne joue pas de rôle explicite au-delà du revenu moyen du pays. On ne prend pas du tout en compte la distribution des revenus au sein d'un pays et le fait que, pour un même niveau de revenu moyen, il puisse y avoir plus de pauvreté dans un pays que dans un autre. Je n'ai pas souvenir que Martin ait trouvé que le passage à ce nouvel indicateur était particulièrement intéressant et novateur.

Fl. B. : Cela répondait peut-être plus à une demande politique.

Fr. B. : Cela a été une réponse de Normand à une demande qui existait et qui était de prendre en compte les inégalités. Et la réponse a été de dire : « oui, on va prendre en compte la part des 40% les plus pauvres », une mesure très partielle de l'inégalité.

Fl. B. : Que retenez-vous sinon des travaux de Martin Ravallion après son départ de la Banque mondiale ?

Fr. B. : Dans les travaux qu'il a réalisés après avoir quitté la Banque, je trouve que le travail d'histoire de la pensée effectué dans le cadre de son livre sur la pauvreté¹⁸ était vraiment remarquable. C'est un travail novateur, montrant comment les sociétés ont évolué dans leur vision de la pauvreté. La première partie de son livre est vraiment très intéressante. Et je sais que, à Georgetown University, il était de plus en plus impliqué dans des collaborations avec des chercheurs d'autres disciplines, en particulier des historiens et des sociologues. A la conférence récente en son honneur à Georgetown, beaucoup de ses collègues ont témoigné de la dynamique pluridisciplinaire dans laquelle il semblait s'engager.

Fl. B. : Une petite anecdote pour finir ?

Fr. B. : Martin était quelqu'un de tout à fait adorable. Nous partageons un goût prononcé pour la gastronomie et le vin. Il se trouve qu'il était lui-même un bon cuisinier. Nous avons passé de longs moments à échanger sur ces questions essentielles... moins tout de même que sur l'économie de la pauvreté et le développement.

¹⁸ Ravallion (2016b).

Références

- ALKIRE, S. and J. FOSTER (2011). “Counting and Multidimensional Poverty Measurement,” *Journal of Public Economics*, 95, 476-487.
- BOURGUIGNON, F. (2003). “The Growth Elasticity of Poverty Reduction: Explaining Heterogeneity across Countries and Time Periods,” in T. Eicher and S. Turnovsky (Eds.), *Inequality and Growth: Theory and Policy Implications*, Cambridge: MIT Press.
- BOURGUIGNON, F. and A. ATKINSON (2000). “Pauvreté et inclusion dans une perspective mondiale,” *Revue d’Économie du Développement*, 1-2, 13-32.; voir aussi “Poverty and Inclusion from a World Perspective”, in J Stiglitz and P.A. Muet (Eds.), *Governance, Equity, and Global Markets*, Oxford University Press, Oxford, 151-166.
- CHEN, S. and M. RAVALLION (2011). “Weakly Relative Poverty,” *Review of Economics and Statistics*, 93, 1251-1261.
- RAVALLION, M. (2001a). “The Mystery of the Vanishing Benefits : An Introduction to Impact Evaluation,” *World Bank Economic Review*, 15, 115-140.
- RAVALLION, M. (2001b). “Growth, Inequality and Poverty: Looking Beyond Averages.” *World Development*, 29(11), 1803-1815.
- RAVALLION, M. (2011). “On Multidimensional Indices of Poverty,” *Journal of Economic Inequality*, 9, 235-248.
- RAVALLION, M. (2016a). “Are the World’s Poorest Being Left Behind ?” *Journal of Economic Growth*, 21, 139-164.
- RAVALLION, M. (2016b). *The Economics of Poverty : History, Measurement, and Policy*, Oxford University Press, 736 p.
- RAVALLION, M. (2020a). “SDG1 : The Last Three Percent,” Working Paper 527, Center for Global Development.
- RAVALLION, M. (2020b). “Should the Randomistas (Continue to) Rule ?” in F. Bédécarrats, I. Guérin, F. Roubaud (Eds.), *Randomized Control Trials in the Field of Development – A Critical Perspective*, 47-78, ch.1.
- RAVALLION, M. and S. CHEN (2003). “Measuring Pro-Poor Growth,” *Economic*

Letters, 78, 93-99.

RAY, D. and G. GENICOT (2023). "Measuring Upward Mobility," *American Economic Review*, 113, 3044-3089.

VAN DE WALLE, D. and R. MU. (2007). "Fungibility and the Flypaper Effect of Project Aid : Micro-Evidence for Vietnam," *Journal of Development Economics*, 84, 667-685.

WORLD BANK (2006). *Equity and Development*, World Development Report, Oxford University Press.

WORLD BANK (2017). *Monitoring Global Poverty: Report of the Commission on Global Poverty*, The World Bank, 260 p.